

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 171  
N° 61 - Numera Hau**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 2  
no Atete 2022

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 42 52 61

**NUMERO 61 COMPLEMENTAIRE**  
*au JOPF n° 61 du 2 Août 2022*

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° DIR 22.271 du 2 août 2022 portant subdélégation de signature au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française pour les fonctions d'ordonnateur .....	16660
Arrêté n° DIR 22.272 du 2 août 2022 portant subdélégation de signature au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française .....	16661
Arrêté du 2 août 2022 portant subdélégation de signature au service des douanes en Polynésie française .....	16662

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

#### **ARRETE n° DIR 22.271 du 2 août 2022 portant subdélégation de signature au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française pour les fonctions d'ordonnateur**

La directrice du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, ensemble le décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 5 juin 2018 portant nomination de M. Eric Requet, administrateur civil hors classe, en qualité de secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 1961 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 25 juillet 2013 fixant les modalités d'accréditation des ordonnateurs auprès des comptables publics assignataires en application de l'article 10 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté n° HC 101 HC/AC/DIR du 13 mars 2019 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté HC 1195 DMME/BRHT/tt du 1er aout 2022 portant délégation de signature à Mme Lucette Lasserre, directrice du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° DIR/DGR 22-87 du 22 février 2022 portant subdélégation de signature pour les fonctions d'ordonnateur au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— A) En matière de gestion financière mentionnée au 1° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 1195 DMME/BRHT/tt du 1er aout 2022 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, tous actes, décisions, marchés publics, contrats, conventions et avenants, ainsi que les ordres de recettes, les ordres de dépenses (engagement juridique et comptable, liquidation et ordonnancement) et autres pièces budgétaires et comptables relatives au budget annexe du contrôle et de l'exploitation aériens, dans la limite de leurs attributions respectives à M. Julien Rouyer, chef du département de la gestion des ressources, Mme Isabelle Mao Che, adjointe au chef du département de la gestion des ressources et M. Bertrand Cazes, chef de cabinet.

B) En matière de gestion financière mentionnée au 1° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 1195 DMME/BRHT/tt du 1er aout 2022 susvisé, autorisation est donnée pour saisir dans les outils financiers, tous actes relatifs à la validation des engagements juridiques, à la certification du service fait, à la validation des demandes de paiement liés à l'exécution des dépenses, ainsi qu'à la validation des titres de recettes du budget annexe "contrôle et exploitation aériens", à :

- M. Julien Rouyer, chef du département de la gestion des ressources ;
- Mme Isabelle Mao-Che, adjointe au chef du département de la gestion des ressources ;
- M. Eric Pinaquy, chef de la subdivision finances.

C) En matière de gestion financière mentionnée au 1° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 1195 DMME/BRHT/tt du 1er aout 2022 susvisé, autorisation est donnée pour saisir dans les outils financiers, tous actes relatifs à la validation des engagements juridiques, à la certification du service fait et à la validation des demandes de paiement liés à l'exécution des dépenses du budget annexe "contrôle et exploitation aériens", à :

- Mme Marie-Thérèse Lafon, gestionnaire finances ;
- M. Eric Kaan, gestionnaire finances ;
- Mme Arielle Mayerus, gestionnaire finances ;
- Mme Simone Moulin, gestionnaire finances ;
- Mme Pascale Trafton-Tairua, gestionnaire finances.

Art. 2. — L'arrêté n° DIR/DGR 22-87 du 22 février 2022 portant subdélégation de signature pour les fonctions d'ordonnateur au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française est abrogé.

Art. 3. — Le chef du département gestion des ressources du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2022.  
Lucette LASSERRE.

**ARRETE n° DIR 22.272 du 2 août 2022 portant subdélégation de signature au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française**

La directrice du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des transports, notamment la sixième partie ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 5 juin 2018 portant nomination de M. Eric Requet, administrateur civil hors classe, en qualité de secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 1961 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 101 HC/AC/DIR du 13 mars 2019 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 1195 DMME/BRHT/tt du 1er aout 2022 portant délégation de signature à Mme Lucette Lasserre, directrice du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° DIR/DGR/22.88 du 22 février 2022 portant subdélégation de signature au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — En matière de gestion de personnel mentionnée au 2° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 1195 DMME/BRHT/tt du 1er aout 2022 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française :

A) Pour les actes de gestion : dans la limite de leurs attributions respectives, à M. Julien Rouyer, chef du département de la gestion des ressources et Mme Isabelle Mao Che, adjointe au chef du département de la gestion des ressources.

B) Pour les ordres de déplacement, à :  
- M. Julien Rouyer, chef du département gestion des ressources, ou en cas d'absence ou d'empêchement de M. Julien Rouyer, à Mme Isabelle Mao Che, adjointe au chef du département gestion des ressources.

Art. 2. — En matière de gestion du domaine aéronautique de l'Etat mentionnée au 3° et 8° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 1195 DMME/BRHT/tt du 1er aout 2022 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, tous les actes se rapportant à la gestion des logements de service de la cité de l'air de la commune de Faa'a, dans la limite de leurs attributions respectives, à M. Julien Rouyer, chef du département de la gestion des ressources et Mme Isabelle Mao Che, adjointe au chef du département de la gestion des ressources, à M. Régis Lourme chef du service du patrimoine et de la régulation économique, et à M. Bertrand Cazes, chef de cabinet du SEAC-PF.

Art. 3. — A) En matière d'exploitation aéroportuaire mentionnée au 4° et 5° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 1195 DMME/BRHT/tt du 1er aout 2022 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, les actes de gestion relatifs aux aérodromes de l'Etat et de la Polynésie française, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- M. Charles Peretti, chef du département de la surveillance ;  
- M. Patrick Amouroux, chef de la division sécurité aéroportuaire et navigation aérienne ;  
- M. Bertrand Cazes, chef de cabinet du SEAC-PF.

B) En matière d'exploitation aéroportuaire mentionnée aux 4° et 5° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 1195 DMME/BRHT/tt du 1er aout 2022 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, les documents relatifs à la délivrance, à la suspension et au retrait des titres et agréments en matière de sûreté et de sécurité aéroportuaire, à M. Charles Peretti, chef du département de la surveillance et à M. Bertrand Cazes, chef de cabinet du SEAC-PF ; en cas d'absence ou d'empêchement de M. Charles Peretti, à M. Etienne Dinand, chef de la division sûreté, et à M. Patrick Amouroux, chef de la division sécurité aéroportuaire et navigation aérienne.

Art. 4. — En matière de sécurité des aéronefs et de leurs équipages mentionnée au 6° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 1195 DMME/BRHT/tt du 1er aout 2022 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, tous actes, décisions et pièces administratives, relatifs aux examens et titres aéronautiques, à l'utilisation des aéronefs, à l'immobilisation des aéronefs, à la formation des personnels navigants et aux entreprises de transport aérien, dans la limite de leurs attributions respectives à M. Charles Peretti, chef du département surveillance et à M. Bertrand Cazes chef de cabinet du SEAC-PF ; en cas d'absence ou d'empêchement de M. Charles Peretti, à Mme Isabelle Regnier, cheffe de la division opérations aériennes du département de la surveillance.



Délégation est donnée à :

- M. Teiva Domingo, contrôleur technique à la division opérations aériennes ;
- M. Manuel Schneider, contrôleur technique à la division opérations aériennes ; pour signer, dans la limite de leurs attributions respectives, les décisions concernant les mesures de correction et de restriction d'exploitation ou d'immobilisation des aéronefs en application des dispositions de l'article L. 6221-3 du code des transports.

Délégation est donnée à :

- Mme Tumata Maker, inspecteur de surveillance à la division opérations aériennes ;
- Mme Myriam Reverdy, inspecteur de surveillance à la division opérations aériennes ;
- Mme Manoa Fruge, inspecteur de surveillance à la division opérations aériennes pour signer tout document relatif aux examens et titres aéronautiques.

Art. 5.— En matière d'autorisation d'exercice des prérogatives de contrôleur de la circulation aérienne mentionnée au 7° de l'article 1er de l'arrêté n° HC 1195 DMME/BRHT/tt du 1er août 2022 susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, la délivrance, la suspension ou le retrait des licences de contrôle de la circulation aérienne, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- M. Charles Peretti, chef du département de la surveillance ;
- M. Patrick Amouroux, chef de la division sécurité aéroportuaire et navigation aérienne ;
- M. Bertrand Cazes, chef de cabinet du SEAC-PF.

Art. 6.— L'arrêté n° DIR/DGR/22.88 du 22 février 2022 portant subdélégation de signature au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française est abrogé.

Art. 7.— Le chef du département gestion des ressources du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2022.  
Lucette LASSERRE.

#### **ARRETE du 2 août 2022 portant subdélégation de signature au service des douanes en Polynésie française**

Le directeur régional des douanes de Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 70-858 du 16 septembre 1970 portant transfert au ministre de l'économie et des finances des attributions du ministre chargé des départements et territoires d'outre-mer en ce qui concerne les services des douanes dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 5 juin 2019 portant nomination de M. Eric Requet, administrateur civil hors classe, en qualité de secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu le décret du 13 juin 2022 portant admission à la retraite de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, à compter du 1er août 2022 ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté du ministère des finances et des comptes publics du 22 juillet 2019 portant nomination de M. Jean-François Tanneau, administrateur des douanes et droits indirects, à compter du 1er septembre 2019, à Papeete, pour exercer les fonctions de directeur régional ;

Vu l'arrêté n° HC 1206 DMME/BRHT/tt du 1er août 2022 portant délégation de signature et de qualité d'ordonnateur secondaire délégué à M. Jean-François Tanneau, directeur régional des douanes de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 85-001 ET du 10 janvier 1985 modifiée relative à la mise à disposition du territoire de la Polynésie française du service des douanes,

Arrête :

Article 1er.— Subdélégation de signature est accordée à :

- Mme Elodie Jérôme-Espanet, chef du pôle logistique et GRH ;
- Mme Catherine Pouzols, responsable du bureau Budget/Equipement ;
- M. Pierre Guillotin, responsable de la cellule immobilière ;
- Mme Vaeari Tauira, rédactrice au bureau Budget/Equipement ;
- M. Adrien Chenois, rédacteur au bureau Budget/Equipement.

A l'effet de valider dans "CHORUS Formulaires" les demandes d'achat et de constater et certifier le service fait.

Art. 2.— Le présent arrêté annule et remplace le précédent arrêté n° 22000055 du 14 février 2022.

Art. 3.— Le directeur des douanes de Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 août 2022.  
Pour le directeur régional des douanes  
de la Polynésie française absent :  
*Son adjointe,*  
Catherine CHERVI-DRAN.